

## Réactualiser le modèle d'économie politique par l'outil systémique

**Philippe Joubert** – Systémique et Société  
**Blaise Hersent** - AFCIC

### *Résumé*

Le système économique et monétaire dans le quel nous vivons aujourd'hui n'intègre que très partiellement le lien rétroactif entre le citoyen et la société. En effet, le citoyen consommateur de biens et services a perdu la conscience, à travers l'échange économique matérialisé par la monnaie, de sa relation avec la société. Cette absence de propriétés d'émergence et de conscience de société tend à déresponsabiliser les individus, et à supprimer ce qui fait la valeur de l'échange : le savoir faire et l'harmonie générale du système.

Inspiré par des fondements rousseauistes (choix par le citoyen du contrat social), et les propriétés systémiques d'autoconservation et d'émergence, un modèle de système économique alternatif a été élaboré.

Le concept d'harmonie d'un système y est introduit, pour rendre compte de la qualité de la relation entre deux éléments ou systèmes.

Le modèle proposé intègre cette notion d'harmonie du système dans l'échange économique, et permet par la même de restaurer la conscience de système du citoyen avec la société.

### *Executive summary*

The current economic and monetary system is not taking into account the feedback relation between the society and the citizen, as it should be. In the economic exchange materialised by money, the citizen-consumer of goods and services has lost the conscience of his relation with society.

This lack of system conscience and emergence properties tends to people non-responsibility, and decreases the meaning of the exchange value: the know-how and the general system harmony.

Inspired by Rousseau's ideas as well as system properties of emergence and self-conservation, an alternate economic model is proposed.

The concept of system harmony is introduced, as a tool to better qualify the quality in system relations.

The said model does integrate system harmony in the economic link, and reactivates the system conscience between citizens and the society.

## *Eléments d'état des lieux du système économique et politique occidental*

Le système économique dans lequel nous évoluons est régi historiquement par une idéologie et des valeurs fondées sur le capitalisme et l'économie de marché.

Ce modèle a été construit autour des notions d'offre et de la demande de besoins et services de consommation, et a progressivement évolué au fil des décennies en fonction des contextes politiques et technologiques du moment.

Avec l'accélération de la globalisation des échanges sur le globe au XX<sup>e</sup> siècle, et les diverses révolutions technologiques, le système économique occidental, associé aux régimes démocratiques, s'est montré le plus adaptatif vis à vis des attentes des pouvoirs politiques en place : valeurs de liberté, de propriété et de génération de richesses.

Il est d'ailleurs incontestable que ce modèle a beaucoup apporté, l'augmentation globale du niveau de vie en premier lieu.

Mais aujourd'hui, l'emballage technologique et les prémices d'une prise de conscience planétaire permettent de mesurer les limites du système, et les conséquences d'une croissance non maîtrisée.

Devant la globalisation des échanges générant une complexité entropique, des organismes de régulation des échanges internationaux ont été créés : le FMI, l'OMC, l'OCDE, le G8, etc.

Ces organismes ont permis de fixer les choix économiques, les règles du jeu de ce marché global, et de piloter la croissance, jusqu'à imposer progressivement le modèle capitaliste aux différents pays du globe.

Pourtant, ces organismes ont aussi permis d'identifier les grands enjeux auxquels la société contemporaine est aujourd'hui confrontée, et dont, pour certains, les fondements d'une croissance non raisonnée ne fait que catalyser le rapprochement de ces enjeux.

Citons pour exemple les multiples enjeux écologiques – pollution des éléments naturels, réchauffement de la planète, problématique des énergies fossiles – ou les enjeux sociétaux – accroissement du fossé entre classes sociales différentes.

Le Club de Rome, dans son rapport Halte à la croissance, avait d'ailleurs mis en évidence ces problèmes parmi les premiers, en simulant leur évolution.

## *Fondements systémiques*

Dans notre analyse, les systèmes ou leur finalité, et notamment des systèmes sociétaux, est caractérisée par deux notions fondamentales : l'autoconservation et la conscience de système.

### *L'autoconservation*

Il existe dans la nature des systèmes plus ou moins complexes, satisfaisants ou non au principe d'autoconservation. Par exemple, une cellule a pour finalité la reproduction de son espèce, et est régie par ce principe. De même pour l'organe d'un corps humain, élément complexe d'un système plus complexe encore, qui va tenter de se prémunir des agressions extérieures pour fonctionner normalement.

Ce principe est essentiel car il permet à un système de subvenir à ses besoins vitaux de manière autonome, et ainsi à pérenniser sa propre existence.

L'application de ce principe à l'homme est évidente, notamment à travers les analyses de ses besoins primaires. Pourtant, en considérant l'homme comme un élément d'une société dans son environnement, son autoconservation n'est pas nécessairement respectée (guerre, catastrophe naturelle). A l'inverse, l'autoconservation de la société peut ne pas être respectée par l'homme (révolution).

## *La conscience de système*

On parlera de conscience de système lorsque tous les éléments le composant agissent dans un intérêt commun mutuellement profitable : les éléments sont en symbiose au sein du système. Mieux encore, c'est ici le fondement même de l'existence du système : les éléments ayant tous la même finalité, ils se transcendent alors collectivement pour constituer un système d'ordre supérieur, et atteindre la conscience de système.

Si l'on prend l'exemple du corps humain, chaque organe assure une fonction spécifique dans une finalité collective unique : chaque élément a besoin du travail des autres pour pouvoir assurer le sien. Une équipe de football peut également illustrer cette notion, ou chaque joueur acquiert la conscience de système, ici le collectif, afin de marquer un but.

On parle de responsabilité des éléments constituants dans leur rapport au système : s'ils ne perçoivent plus la conscience de système, ils sont déresponsabilisés.

## *Notion d'harmonie d'un système*

Les deux notions exposées précédemment se rejoignent avec la notion d'harmonie, la finalité étudiée des éléments étant alors l'autoconservation.

Par définition, deux systèmes sont en harmonie s'ils respectent au mieux l'autoconservation de l'autre, et interagissent dans une logique d'autoconservation du système émergent. La finalité du système et celle de ses éléments est la même.

Pour prolonger la caractérisation de la notion d'harmonie, l'état de chaos est décrit comme l'état relationnel le plus médiocre possible, aboutissant à l'irresponsabilité des éléments, à la disparition des principes et donc au système lui-même.

De même, un parasite est un élément irresponsable d'un système qui maximise son harmonie au dépend des autres et de l'harmonie du système général.

Considérant deux éléments distincts, cette notion d'harmonie est modélisée par un vecteur appelé H, qui mesure la qualité de la relation entre les deux éléments.

On choisit un espace vectoriel de référence portant H, et décrivant les valeurs de référence autour desquelles les finalités des éléments seront caractérisées.

Puis, afin d'obtenir une norme de H, on fixe un jeu de coefficient  $a_i$  -  $i$  = dimension de l'espace vectoriel - qui décrit au mieux la finalité collective souhaitée, et porte les éléments dans le sens d'une autoconservation individuelle et collective. Enfin, la qualité de la relation sera déterminée par l'affectation des composantes  $H_i$  sur les axes de l'espace vectoriel.

On obtient la formule suivante :

$$H = \sum a_i H_i$$

L'outil ainsi formé permet d'évaluer la qualité et l'harmonie de différentes relations entre éléments dans l'espace constitué, en fonction des finalités initialement choisies.

Appliqué au champ sociétal, le choix des coefficients  $a_i$  est un choix politique. Une infinité de sociétés peuvent être imaginées sur ce modèle, en choisissant des espaces vectoriels différents, dont quelques unes seulement qui respecteront l'autoconservation.

## ***Applications à la société : choix politique du coefficient d'harmonie et du modèle sociétal***

Dans une application directe au système sociétal et politique, la notion de conscience de système évolue en conscience de société, où chaque élément (les citoyens) doivent œuvrer dans une même finalité.

Quel est l'état des lieux de l'autoconservation de notre société actuelle, dans ses rapports au fait économique ? La société a-t-elle préservée son degré d'harmonie initial ?

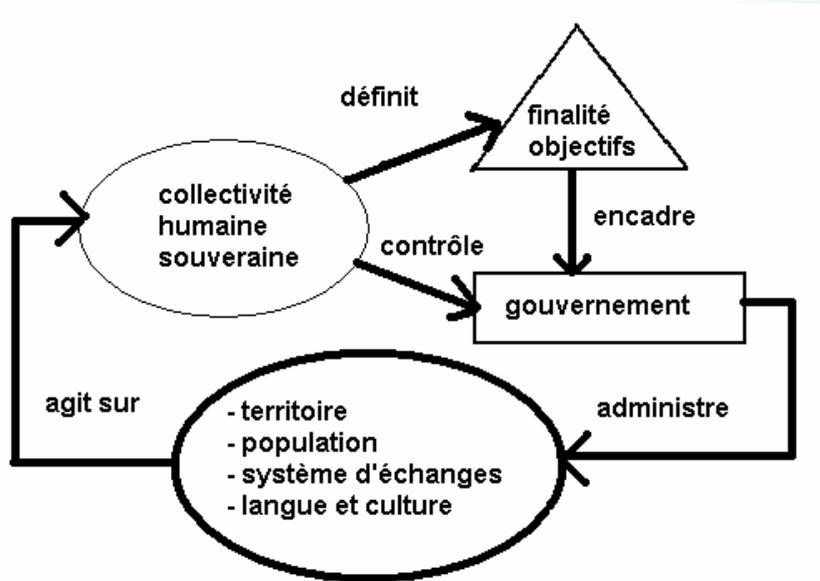
Nous constatons aujourd'hui clairement un désintérêt des citoyens pour la chose publique, qui se traduit bien souvent par une abstention forte aux élections : le citoyen a ainsi oublié son premier devoir de préservation de la société démocratique, le vote. Sur ce point, il est devenu clairement déresponsabilisé. De plus, l'individu ne perçoit pas bien l'évolution et la perte d'harmonie de la société, qui se traduit par des impacts écologiques, politiques et sociales évoqués plus haut. La société contemporaine évolue vers l'individualisme, par déresponsabilisation de ses éléments.

Afin de tenter de répondre aux questions évoquées plus haut, il s'agit d'approfondir l'analyse et de caractériser un système d'économie politique.

## ***Modélisation simplifiée d'un système démocratique traditionnel***

La modélisation simplifiée d'un système politique fait toujours intervenir une collectivité humaine, un gouvernement, et des outils d'économie politique qui permettent par leur action sur les individus au gouvernement d'organiser la vie collective. On entend ici bien évidemment le terme d'économie dans son sens premier et littéral (« les lois de la maison ») et non sa restriction aux échanges marchands. La qualification « démocratique » d'un tel système n'a pas à ce niveau de simplification de conséquence sur l'économie. Par contre, la collectivité est souveraine (elle a donc la responsabilité de la loi) et le gouvernement peut être déchu par les citoyens. En effet, la démocratie n'a pas grand-chose à voir avec l'accession au pouvoir, mais avec la reprise de celui-ci. La confusion fréquente vient de ce que, dans la démocratie représentative qui est la seule topique de notre monde contemporain, la nécessité de l'élection a orienté l'interface entre les citoyens et le système politique dans le sens de cette accession au pouvoir. On est dans la vision vraie quand on garde présent à l'esprit, qu'avant l'élection, il y a des élections par l'élément primordial de la durée préétablie, fixe et intangible du mandat.

On peut donc s'accorder sur une représentation simplifiée d'un système démocratique traditionnel :



Les citoyens y ont la main pour définir les grandes lignes politiques (choix dits de société) et choisir leurs gouvernants. Ces derniers agissent sur les outils d'économie politique pour les transformations sur la société placent celle-ci dans les lignes voulues par les citoyens. Ces outils sont principalement :

- un territoire, avec ses ressources et sa capacité géographique ;
- une population (avec un certain nombre d'agents fournissant un travail) ;
- un système de quantification des échanges ;
- une culture et une langue, permettant à ces échanges, et à l'information liée à ces échanges, de circuler entre les différents agents.

Le système de quantification des échanges est celui qui intéresse le plus le gouvernement car ses possibilités de changements sont très largement supérieures à celles des trois autres outils. En effet, un territoire doit pour changer nécessiter une acquisition, un compromis diplomatique ou une guerre, ou si on veut en modifier les constantes intrinsèques, voir mises en œuvres de coûteuses mesures pluriannuelles (jachère d'un sol, développement urbain...). Les changements d'une population se font à la mesure générationnelle la plupart du temps, sauf modifications mineures (formations, mutations...).

Quant à la langue et à la culture, c'est sur plusieurs générations que l'on constate les évolutions. Malgré cela, le système de quantification des échanges est celui qui a le moins changé depuis que l'humanité est organisée en société. Certes, chaque système génère sa caste de privilégiés, qui tirent des avantages d'un existant et mettent en jeu des forces hostiles à tout changement.

Mais on pourrait s'attendre à ce qu'au moins, dans les idées et les écrits, des utopies économiques voient le jour, ce qui n'est pas le cas. Pourtant, lorsque d'un point de vue purement marchand, c'est-à-dire associé à « la chose échangée », le troc a présenté ses limites, la nécessité de leur dépassement a provoqué l'évaluation puis la mise en place de la monnaie. Ainsi, l'accélération des échanges a-t-il impliqué une diminution de leur coût probabilitaire ; une vie plus sédentaire a entraîné un comportement thésaurisateur qui devait s'émanciper de la contrainte de conservation des biens périssables ; enfin, un certain nombre d'échanges – de services notamment – ne s'opéreraient que difficilement par le troc et ceci devait être également résolu.

## *Les limites d'une économie restreinte à un système marchand*

Aujourd'hui, c'est la restriction de notre vision de l'économie à sa dimension marchande qui doit être remise en cause.

D'abord parce que, par définition, on ne considère que « la chose échangée » dans un système marchand. Or, dans un souci de prise en charge plus globale de l'échange dans toutes ses dimensions, on trouve dans l'échange certes « la chose échangée », mais aussi « tout ce qui ne l'est pas » : influence sur les divers environnements, acquis créés au moment de l'échange et conservés par les agents, influence mutuelle de ces agents entre eux...

Ensuite, seule une petite partie des échanges entre êtres humains est prise en compte par le système marchand. Une estimation est à l'étude mais on peut imaginer que ce sont seulement entre 20 et 30 % des échanges qui sont formalisés par le système.

La nécessité de réorienter l'économie (au sens traditionnel cette fois) vers des secteurs moins liés à la production – compte tenu des limites matérielles de notre environnement – oblige à ouvrir le panel des échanges intégrés aux différentes modélisations (on parle aujourd'hui beaucoup de l'utilité...).

De plus, cette restriction entraîne chez les gestionnaires notamment une assimilation de l'économie politique à une économie domestique de masse. On gère alors les affaires d'un état comme celle d'une grande famille, sans prise de risque ni créativité.

Le système se fige sur des réflexes de thésaurisation et d'équilibrage qui sont bien loin des besoins de la collectivité. Rousseau dans son Discours sur l'économie politique prévenait déjà contre l'erreur magistrale qui consisterait à voir dans la gestion du « bon père de famille » un modèle pour la gestion des finances publiques.

Enfin, la restriction de l'économie à un système marchand fait perdre à celle-ci sa dimension politique, et on aboutit à une émancipation progressive. Les possibilités de contrôle s'amointrissent et on peut même assister à un retournement de subsidiarité, comme c'est le cas actuellement (est-ce toujours le politique qui contrôle l'économie ou l'inverse ?).

## *Equation fondamentale de l'économie systémique*

Nous avons traité plus haut de la notion d'harmonie. Celle-ci se définit toujours comme un rapport (pris dans les deux sens du terme, relationnel ou mathématique). L'harmonie dans l'art se révèle souvent comme un rapport de proportions constant, la proportion dorée.

Entre deux systèmes, il s'agit d'un rapport entre le respect de deux finalités. Il existe donc une relation entre finalité d'un système, harmonie politique, et quantification des échanges.

Si on peut mesurer le respect d'une finalité, alors le rapport entre la valeur d'un échange selon cette échelle et la valeur de base extrinsèque (marchande) définit la finalité politique de la mesure utilisée (du quantificateur d'économie politique). Ce rapport peut être sans unité, ou révéler une ou plusieurs dimensions propres à la mesure, définissant alors la dimensionnalité du système.

Par exemple, dans une société de troc, la valeur finale de l'échange est exactement la valeur marchande du bien échangé. La dimension de l'échange est nulle, le rapport valant 1 souligne que la finalité de cette société est l'échange marchand.

La société de consommation fait intervenir un coefficient de rareté (on appelle cela loi du marché) qui peut faire varier de manière non négligeable le prix marchand du bien ou du service échangé (souvent manipulé sous l'appellation de prix de revient). La nature universelle de cette formule :

$$\text{Prix final} = \text{coef\_marché} \times \text{Prix de revient}$$

rappelle par analogie la nature consumériste de la société de marché.

Le caractère monodimensionnel de ce coefficient a rendu possible la quantification des échanges par le système linéaire de la monnaie.

Pour envisager des systèmes d'économie politique plus fins, il convient d'extrapoler la formule d'une part à des matrices de coefficients pour respecter la nature multidimensionnelle des rapports humains, d'autre part d'utiliser une mesure de la valeur marchande de base qui soit indépendante du contexte social. Pour des raisons théoriques et pratiques que je n'expliciterais pas ici, cette quantification universelle ne peut avoir pour axe de dimension que le temps, qui s'impose à tous, et qui est égal pour tous.

L'équation fondamentale des systèmes d'économie politique s'écrit donc :

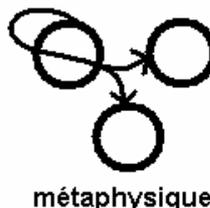
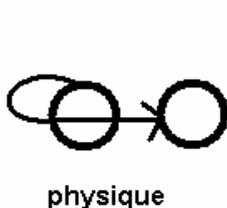
$$UT=H \times UTm$$

Où UT (pour Unité de Travail) mesure la valeur de l'échange, H (pour Herden – unité associée au modèle utopique de société Herdenia) la qualité de l'échange au vu des critères politiques et UTm (pour Unité de Travail marchand) la valeur de la chose échangée (en heures).

## *Les 5 dimensions de H - 5 formes de relations*

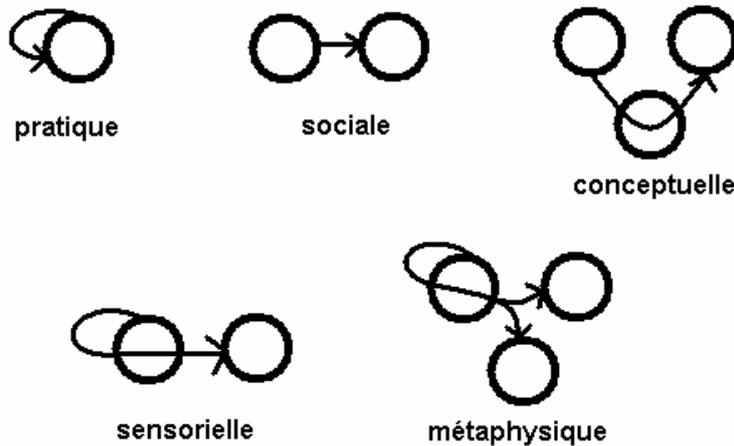
Dans le souci de privilégier l'humain dans les rapports sociaux, il convient de trouver une matrice de mesure de la qualité des échanges qui soit de même dimension que ces échanges. Pour les dénombrer, il faut étudier combien de possibilités de relations il y a entre deux individus d'un même système. On distingue tout d'abord les relations simples de celles où l'individu est également perçu comme un système. Pour les relations simples, la relation peut être réflexive (l'autre est en fait soi), symétrique (relation courante) ou transitive (la relation à l'autre se fait par l'intermédiaire d'un troisième système). Pour les relations complexes, l'autre est perçu comme un système de même nature (physique) ou de nature transcendante (métaphysique).

5 formes de relations (modèle scientifique)



Ces cinq formes de relations, transposées du modèle scientifique au modèle politique, déterminent les cinq dimensions du « coefficient d'harmonie » H :

## 5 formes de relations (modèle politique)



On retrouve cinq formes d'intelligence bien connues :

- pratique : intelligence du corps, perception de nos besoins, capacités à l'action ;
- sociale : capacité à lier connaissance avec l'autre, à échanger ;
- conceptuelle : qui utilise les systèmes formalisés de connaissance pour comprendre ;
- sensorielle : qui utilise les cinq sens pour établir son rapport au non soi ;
- métaphysique : qui perçoit dans le non soi les éléments d'un système plus vaste.

## *De l'économie marchande à l'économie systémique*

Bien évidemment, le passage d'une économie marchande à une véritable économie politique impose de passer par de nombreuses étapes. De même qu'elles furent nécessaires pour passer du troc à la monnaie, ces étapes obligent à des capacités d'abstraction de plus en plus fines. Il faut en effet beaucoup d'abstraction pour accepter d'échanger le fruit de son travail (bien concret) contre un petit sac de morceaux d'argile frappés du visage du chef politique en place !

Dans un premier temps, il faut imaginer une coexistence de monnaies linéaires à finalités différentes. Consommer n'est pas la seule finalité imaginable pour un échange, et à chaque finalité nouvelle doit correspondre une monnaie nouvelle. A ce titre, l'exemple des « systèmes d'échanges locaux (SEL) » est intéressant car la finalité de l'échange y est la convivialité et la possibilité pour les exclus du système monétaire classique de retrouver le plaisir de la négociation et du partage. Ce sont autant de micro systèmes monétaires qui voient le jour et cohabitent avec la monnaie officielle.

Ensuite, il s'agira de dématérialiser l'instrument de mesure, c'est-à-dire faire disparaître la monnaie (dans son acception la plus concrète). La monnaie étant matérielle, elle est théoriquement limitée aux trois dimensions du réel. Concrètement, comme on ne peut imaginer de billet à géométrie variable (ce qui serait une possibilité pour exprimer les deux

dimensions d'un échange), la monnaie parce qu'elle est concrète, est forcément linéaire et monodimensionnelle.

Dès lors, de nouveaux outils seront mis en place, qui nécessiteront une éducation des populations. Il ne s'agira plus de juxtaposer  $n$  monnaies à une dimension pour matérialiser un échange de dimension  $n$ , mais d'utiliser un instrument de mesure qui exprime sa valeur sous forme matricielle (système de coordonnées). Cette phase sera d'ailleurs très probablement associée à la suivante, qui est l'exclusion des agents économiques dans la comptabilisation des échanges. Le système économique est alors géré de l'extérieur par des personnes qui ne prennent pas part aux échanges. On parlera alors d'économie systémique, ce qui n'est pas l'objet de la présentation d'aujourd'hui.

## *Des espaces nouveaux d'imagination politique*

Il est fort à parier que l'apparition de ces nouveaux outils, amènera comme souvent une fertilité accrue de la pensée, et donc des avancées politiques.

Sans l'imprimerie de Gutenberg, il n'aurait pas été possible d'imaginer que chaque chrétien puisse disposer de sa Bible (faire travailler un moine copiste était auparavant le seul moyen d'en acquérir une, ce qui était l'apanage de quelques élites financières). Luther n'aurait pu voir en la Bible un livre courant, qui par conséquent pouvait être rendu accessible à tous, et pourquoi pas traduit en allemand !

De là l'idée d'un rapport direct à Dieu, puisqu'il n'est plus besoin d'intermédiaire. C'est l'apparition de l'humanisme et de l'esprit d'émancipation qui sont nés d'une découverte initialement très technique.

L'apparition d'une véritable économie politique, le retour de la subsidiarité de l'économie devant le politique, seront certainement de nature à rendre ce dernier plus sur de lui, et plus créatif.

La réduction du temps de travail par le passage d'une monnaie à une économie systémique obligera à repenser le rapport de l'individu au temps, à son implication dans les structures sociales.

Cet effet mécanique est dû à la disparition prévisible de toutes les professions liées de près ou de loin au système monétaires, l'économie systémique ne « coûtant » qu'un nombre bien plus réduit de travailleurs. La répartition de ces ressources humaines dans les autres secteurs et branches d'activité provoquera une baisse médiane du temps de travail, et pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la semaine comptera plus de jours « pour soi » de jours consacrés au travail (au sens actuel du terme).

Cette théorie engendre également d'autres axes de recherches, comme celle du nombre social optimum : dans un modèle d'économie systémique, on peut rechercher une performance optimale du système puisque celui-ci découle de décisions politiques, qui ne sont plus en opposition avec une rétroaction automatique par la réponse du marché.

Pour un niveau de besoins matériels donnés, on peut donc définir le nombre d'habitants en dessous duquel ces besoins ne peuvent être tous assouvis, et au-delà duquel de nouveaux besoins, non désirés mais liés aux nécessités de structure, apparaissent.